

— LA VILLE COMME RÉSULTAT ET OPÉRATEUR DE RAPPORTS DE POUVOIR MULTISCAIRES ET PROTÉIFORMES

Julien Bordagi, Docteur en Géographie
Université d'Avignon et des pays du
Vaucluse
Institut Français de Pondichéry

Courriel :
julien.bordagi@netcourrier.com

RÉSUMÉ

La ville fabriquée peut être analysée comme le produit des rapports de pouvoir entre groupes d'acteurs aux intérêts convergents. En même temps, la ville en soi n'est pas une finalité pour ces groupes qui visent en premier lieu à maintenir leur propre structure (Bulot, 2002). L'objectif de cet article est de proposer une grille d'analyse permettant de distinguer la ville comme résultat, produit des rapports de pouvoir entre les groupes et comme opérateur de la structuration de ces groupes. Cette réflexion est illustrée à partir de deux petites villes situées au Tamil Nadu en Inde, Valavanur et Sholinganallur. Au cours de la dernière décennie, la divergence significative de trajectoire entre ces deux villes aux profils pourtant relativement similaires en 2001 fournit un exemple pertinent de la diversité des rapports de pouvoir en jeux dans la production de la ville.

MOTS CLÉS

Rapports de pouvoir, petite ville, Inde, gouvernance, urbanité.

ABSTRACT

The making of the city could be analysed as the product of the power relationship among groups of stakeholders having common interest. In the same time the city is not itself an aim for these groups which focus first to maintain their

own structures (Bulot, 2002). The aim of this paper is to propose a framework of analysis efficient to discern the city as a result, product of the power relationship among groups and as an operator of the structuration of these groups. This demonstration is illustrated with two small towns from Tamil Nadu in India, Valavanur and Sholinganallur. During the last decade, the significant divergence in the trend of these two towns, which have similar profile in 2001 gives a meaningful example of the diversity of the power relationships involved in the production of the urban space.

KEYWORDS

Power relationships, small town, India, governance, urbanity.

—

Avec l'essor de la sémiotique et des sciences cognitives, la géographie s'est distancée par rapport à l'étude des espaces de représentation, pour se tourner pour partie vers la nouvelle géographie et la géographie quantitative. Le développement des outils d'analyse spatiale permet notamment aux géographes de tester des lois générales d'organisation de l'espace et de faire des modélisations. L'étude des comportements et des représentations est dans ces champs laissés de côté pour une géographie plus proche des sciences économiques et statistiques qui trouve davantage de soutien auprès du gouvernement dans une visée de planification. Or, si l'urbain est considéré comme « *la forme de la rencontre et du rassemblement de tous les éléments de la vie sociale* » (Lefebvre, 2000, p. 77), c'est aussi le produit des représentations et des pratiques spatiales des individus. Au-delà d'une projection des représentations collectives dans les pratiques spatiales, la production de l'espace urbain est l'aboutissement de rapports de pouvoir entre les habitants de la ville et entre les ensembles dans lesquels l'espace urbain se situe. Alors que l'urbain se rapporte à l'objet-ville, l'urbanité est son signifié soit la représentation que les individus se font de la ville et qui guide leur pratique de cette dernière. Cette approche par les pratiques spatiales et les représentations des habitants renvoie également au concept de citoyenneté tel que l'introduit Philippe Gervais-Lambony (2001). Toutefois la citoyenneté sera supposée comme une composante de l'urbanité dans cet article. Le rapport des habitants à la ville peut être séquencé entre sa pratique, qui donne lieu à une perception, puis à une représentation, qui remodelera sa pratique dans une boucle de rétroaction caractéristique de la capacité d'évolution et d'adaptation des individus (*figure 1*).

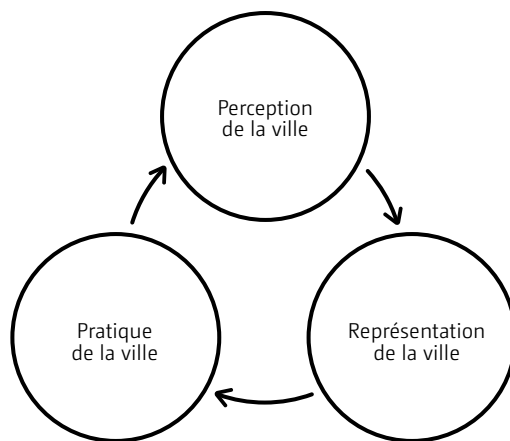


Figure 1 : Boucle de rétroaction des pratiques aux représentations de la ville. (réalisation : auteur)

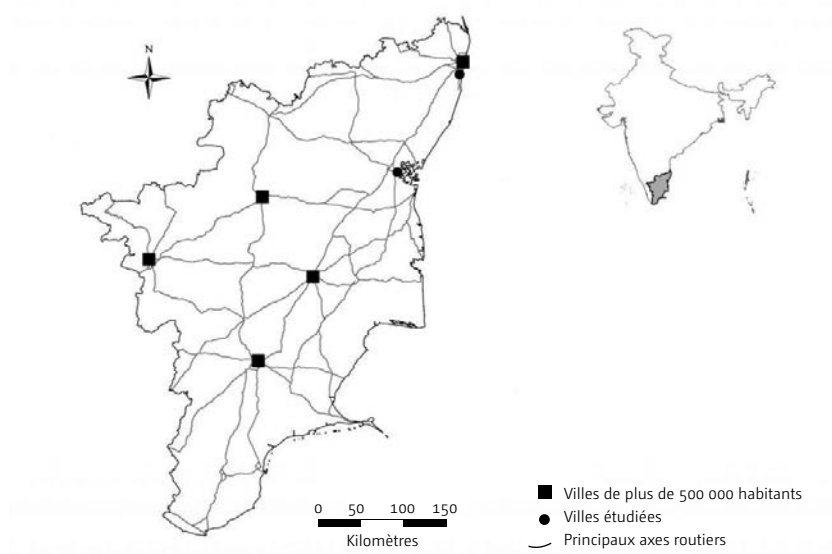


Figure 2 : Localisation des deux villes étudiées au Tamil Nadu. (source : Indiapolis / e-Geopolis)

Cette boucle met en avant la complexité du rapport des habitants à la ville, où pratique, perception et représentation de la ville sont inter-reliées. Les rapports de pouvoir interviennent donc sur plusieurs plans. La modification des configurations spatiales d'une ville au travers des politiques d'aménagement traduit à la fois la volonté politique des aménageurs qui se représentent l'espace en même temps qu'elle modifie les pratiques et donc les représentations que les habitants se font de la ville.

Le concept d'urbanité permet de bien comprendre ce rapport entre la ville et ses habitants dans la mesure où c'est « *tant un résultat du fonctionnement de l'organisation urbaine qu'un opérateur de l'organisation et de son fonctionnement* » (Lussault, in Lévy et Lussault, 2003, p. 966). L'urbanité se situe donc à la fois en amont du processus d'urbanisation et en aval. C'est une qualité de la ville qui agit sur sa configuration spatiale, un opérateur autant qu'un résultat. L'objectif de cet article est d'explicitier comment s'articule ce double rôle de la ville et comment ces rôles peuvent être distingués malgré leur coexistence dans le processus de fabrication de la ville. C'est la ville comme résultat qui sera tout d'abord présentée au travers l'exemple de la petite ville de Valavanur située au Tamil Nadu en Inde (*figure 2*). Puis, la ville comme opérateur sera mise en avant avec le fort développement de la ville Sholinganallur située à proximité de la capitale du même État. Ces deux villes suivant des trajectoires très différentes aux cours des dernières décennies, leur étude met en avant

la diversité de formes que peuvent prendre les rapports de pouvoir dans la production de l'espace urbain. Enfin, deux formes d'urbanité sont distinguées à travers ces processus qui paraissent être significatifs à prendre en compte dans la construction d'un projet de ville.

— LA VILLE RÉSULTAT : UN OUTIL POUR UNE PÉRENNISATION DE LA STRUCTURATION DES GROUPES HUMAINS

La ville peut être analysée tout d'abord comme le résultat des rapports de pouvoir entre groupes d'acteurs aux intérêts convergents. Cette approche par les jeux d'acteurs permet d'identifier dans la ville quelles sont les formes que prend le processus de décision en matière d'aménagement à l'intérieur de la ville et les objectifs poursuivis par ce dernier.

Cette question trouve toute sa signification en Inde et plus particulièrement dans les petites villes où ces groupes d'acteurs peuvent être clairement distingués les uns des autres notamment en prenant comme référence identitaire la caste. Les castes, malgré leur interdiction officielle par le gouvernement indien depuis l'indépendance en 1947, ont toujours une forte prégnance dans le quotidien des habitants. Dans la ville de Valavanur, qui sert ici de premier exemple, la principale distinction pouvant être faite est celle entre la communauté Dalits dite « intouchable » et le reste de la population. L'isolement relatif de la communauté Dalits au sein de deux quartiers distincts de la ville est symbolique de la configuration spatiale des villes indiennes, où les quartiers des Dalits sont nommés « colony » au Tamil Nadu et sont systématiquement mis à part du reste de la ville. Traditionnellement la fragmentation spatiale du tissu urbain indien repose en effet sur les distinctions de castes (Louiset, 2011). Cet isolement se pose donc en opposition avec une urbanité de la ville qui se définirait par une forte densité et une diversité. Or, on voit bien là les limites de la définition d'une urbanité dont la conception a été formulée dans un contexte socioculturel complètement différent.

Ceci peut s'expliquer par le fait que « *la finalité d'un groupe humain n'est pas de construire/produire une ville, mais de maintenir sa propre structure et qu'alors la ville n'est qu'un des outils pour réaliser cette finalité* » (Laborit, cité in Bulot, 2003, p.103). La ville, considérée comme un produit et un outil, se retrouve décentrée par rapport aux groupes humains dont la pérennisation est la finalité. La ville comme forme de cet outil est un résultat plutôt qu'un opérateur.

En admettant l'hypothèse que les différents groupes humains ne sont pas tous basés sur les mêmes formes de structuration, il n'y aurait donc pas de

formes universelles d'urbanité, qui pourraient permettre à tous de se pérenniser. Un nouveau gradient d'urbanité, en tant que caractéristique de la ville, émerge de cette analyse. Ce n'est plus seulement le couple densité / diversité qui définit l'intensité de l'urbanité d'une ville, mais c'est aussi la capacité de la ville à pérenniser la structuration des groupes humains qui la composent. La finalité des groupes humains produisant les villes indiennes serait donc autant de favoriser le couple densité / diversité, que de permettre la reproduction des structures de la société indienne et donc en partie, du système de caste. La ville s'approprie des dispositions qui lui ont été antérieures et les intègre. En Inde par exemple, plutôt que la ville c'est le village « *prôné comme le lieu idéal du mode de vie harmonieux par les discours brahmaniques* » (Louiset in Frédéric et Génin, 2013, p.197) qui structure le modèle spatial de la société et donc la fabrique de la ville.

Valavanur est une petite ville dont la croissance a été presque nulle tout au long du 20^{ème} siècle, sa population passe de 8 700 habitants en 1911 à 16 745 en 2011. Il n'y a pas eu de fort bouleversement démographique dans la ville au cours du siècle passé et si les rapports de force ont pu évoluer au sein des castes moyennes et supérieures, notamment avec le départ de la caste supérieure des brahmanes, la position de la communauté Dalits est restée relativement la même.

Le poids de ce système se fait pourtant moins fort dans la structuration des villes qu'il ne l'est dans les campagnes, bien que les inégalités socio-économiques liées aux castes perdurent en milieu urbain (Deshpande, 2005). La comparaison entre Valavanur et Sholinganallur confirme bien ce processus. À Valavanur, bien que la diversification économique de la ville et les flux migratoires qui la traversent entraînent la création de groupes aux intérêts divergents nombreux, les Dalits ressortent clairement comme une population mise à part. Toutefois, dans le cas de Valavanur l'isolement de la communauté Dalits n'est pas total. Un entretien réalisé avec le représentant de la *colony* à Valavanur montre que ce dernier fait partie du processus de décision concernant l'aménagement de la ville, même s'il doit mobiliser parfois des juridictions extramunicipales. Il existe des partis liés de façon directe à la communauté Dalit à l'échelle nationale, leur formation et leur poids politique témoignant de l'émancipation progressive des pauvres (Saglio-Yatzimirsky, 1999) et ils peuvent servir de soutien à leurs élus locaux. Le *Bahujan Samaj Party* qui est arrivé troisième aux élections générales en 2014 peut être cité en exemple. Toutefois au Tamil Nadu l'influence des partis attachés à la défense des Dalits est relativement limitée et l'élu de Valavanur explique pouvoir changer d'affiliation politique pour assurer la qualité de son réseau politique. L'étude de petites villes comme Valavanur est un bon exemple d'émergence de l'urbain qui se fait de façon progressive au cours du temps, d'une fabrique

de la ville sur le temps long dont les moteurs sont relativement endogènes. Aux cours d'entretiens semi-directifs menés à la municipalité, le *Panchayat Office*, il est apparu que les changements ayant eu lieu dans la ville au cours du temps ont pour la plupart été décidés à l'échelle de la commune et représentent bien les rapports de force qui ont lieu entre les groupes d'acteurs marchands d'un côté, propriétaires agricoles de l'autre et ouvriers agricoles majoritairement issus de la communauté Dalit. Le conseil municipal de la ville est ainsi formé de 14 membres élus dans chacun des quartiers de la ville et cherchant à défendre leurs intérêts auprès du président du *panchayat*. Des entretiens réalisés avec ces élus de quartiers montrent que leur relation avec le président est déterminante dans la distribution des travaux d'aménagement et illustre clairement la forme que peuvent prendre les rapports de pouvoir à l'échelle locale.

L'origine endogène de la croissance reste par ailleurs à relativiser puisque l'insertion de la ville dans de nombreux canaux de migrations avec les villages aux alentours et les villes de plus grand ordre sont à mettre au premier plan de la croissance économique de la ville. Néanmoins, le relatif désintérêt de l'État pour la ville lui a laissé au cours du temps une autonomie certaine lui permettant de gérer elle-même les projets d'aménagement qui l'ont construite. La structuration des groupes d'acteurs étant relativement spécifique à chaque ville, la ville comme résultat devrait théoriquement tendre vers des formes singulières témoignant des rapports de force entre groupes dominants. Les configurations spatiales des villes à travers le monde tendent cependant vers un nombre de modèles limité, comme l'antagonisme entre modèles d'urbanité d'Amsterdam et de Johannesburg le souligne (Lévy, 1997). Ces modèles se définissent toutefois dans des villes occidentales et dans des métropoles de plus d'un million d'habitants, leur transposition au cas de petites villes indiennes doit donc se faire avec précaution. Néanmoins, l'opposition introduite dans ces modèles entre d'un côté une tendance à la concentration et de l'autre une tendance à la séparation trouve un intérêt heuristique dans l'étude des cas présents. Une explication à cette relative convergence des modèles peut être « *l'apparent paradoxe où la ville finit par agir à son tour sur la structuration des groupes humains* » (Laborit, op. cit., p. 103). La formalisation du rapport dialectique entre la ville et la structuration des groupes humains qui la composent doit donc être au centre de toute politique d'urbanisme. L'exemple de Sholinganallur souligne une nette opposition avec Valavanur et met en avant comment la ville peut être davantage un opérateur du changement des structures des rapports sociaux la composant plutôt que le résultat de ces structures.

— DES STRUCTURES DE LA VILLE VERS LA STRUCTURATION DES GROUPES HUMAINS : LA VILLE COMME OPÉRATEUR

Comme de nombreuses études le confirment, le système de castes ne se reproduit pas en ville exactement tel qu'il existe dans les villages (Mayer, 1970). De nouveaux facteurs de divergence entre groupes, basés davantage sur des critères économiques, émergent. C'est ce qui a été observé à Sholinganallur, où la mise à part des Dalits est rendue confuse par d'autres oppositions de type professionnel : l'importance de la caste tend à s'effacer devant l'importance de la classe sociale. L'augmentation des coûts de la vie tend à ségréguer les populations de manière aussi forte, mais différente dans cet espace périurbain de la métropole Chennai. Cette différence d'origine des processus de ségrégation à l'intérieur de la ville met en avant l'opposition préalablement décrite entre la ville comme résultat et la ville comme opérateur. À Valavanur l'origine socio-culturelle des ségrégations s'inscrit dans un temps long où il n'y a pas eu de bouleversement net dans les configurations spatiales de la ville. Ces dernières issues de rapports de force ancrés territorialement ont modifié à la marge les structures de rapports sociaux des habitants de façon progressive faisant passer Valavanur du statut de village à celui de ville. À Sholinganallur au cours des années 2000 le contexte économique en forte évolution de la ville introduit de nouvelles structurations des groupes humains. Le passage de la caste traditionnelle à la classe économique ne se produit pas simplement en ville, il est potentiellement un des effets de la structure de la ville.

La ville, résultat perceptible des constructions et des pratiques spatiales des habitants, est également un opérateur qui intervient de façon relativement indépendante dans son propre processus de construction. Ses structures et ses formes contraignent et canalisent les mobilités, en fonction de l'accessibilité entre les différents quartiers, par exemple, et participent donc à l'émergence de structurations inédites des relations des groupes humains qui la produisent. Ce retournement analytique amène à étudier aussi bien la façon dont les groupes humains produisent la ville que la façon dont la ville modifie ces groupes humains.

Ceci est rendu d'autant plus évident par la comparaison entre Sholinganallur et Valavanur. Dans cette dernière, le processus d'émergence de la ville à partir du rural semble être le résultat de la structuration des rapports de pouvoir entre habitants à l'échelle locale. Au contraire, la forte évolution de la ville de Sholinganallur au cours de la dernière décennie s'est faite de façon relativement exogène par rapport aux primohabitants de la ville. Située à la périphérie sud de Chennai, la ville connaît en effet une très forte croissance dans les années 2000 avec une population passant de 15 557 habitants en 2001 soit

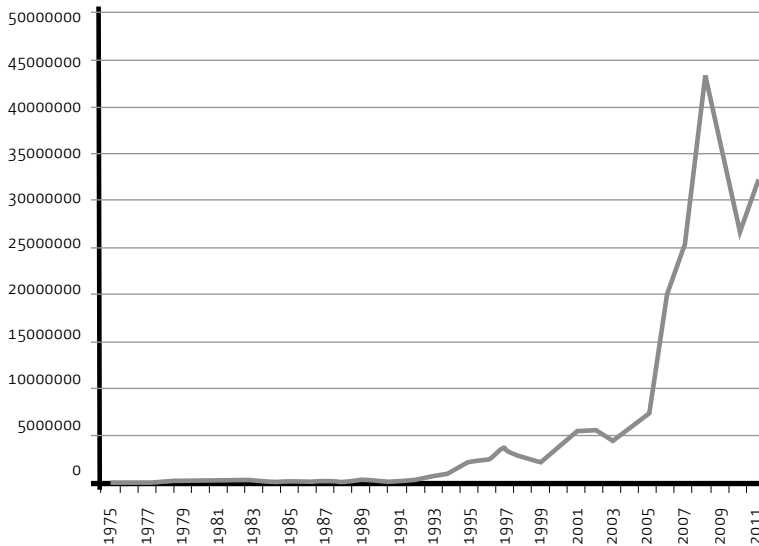


Figure 3 : Investissements directs étrangers en Inde (en milliers de \$ constant 2011). (source : Fond Monétaire International)

l'équivalent de Valavanur à cette date à 35 602 en 2011. La comparaison des deux villes permet donc de suivre deux objets équivalents en 2001 mais qui ont depuis suivis des trajectoires complètement distinctes avec une croissance beaucoup plus forte à Sholinganallur. Cette dernière est due à la localisation de la ville à proximité de Chennai et à l'arrivée massive d'investissements directs étrangers en Inde dans les années 2000 (*figure 3*).

Le secteur tertiaire des industries des technologies de l'information se développe alors de façon importante en Inde, en particulier grâce à une main-d'œuvre qualifiée disponible et à coût relativement bas. Souvent considéré comme le symbole de l'émergence de l'Inde sur la scène économique mondiale notamment avec Bangalore (Halbert, 2007 ; Varrel 2008) et Hyderabad, les avatars indiens de la Silicon Valley, ce secteur est également présent dans la région de Chennai notamment dans le Sud de l'agglomération, un corridor technologique se forme le long de la *Old Mahabalipuram Road (OMR)* espace où se situe Sholinganallur.

L'Inde dispose dans ce secteur de plusieurs avantages comparatifs avec les autres pays émergents. Notamment la pratique de l'anglais est relativement courante dans le pays, cette langue étant avec l'hindi la langue nationale officielle de l'Inde. Ceci a facilité le développement rapide des centres d'appels

qui se sont multipliés en Inde depuis une dizaine d'années. Sur le plan de la création d'emplois, ils représentent une des principales contributions du secteur des technologies de l'information. Les personnes engagées dans ce type d'activité sont majoritairement jeunes et célibataires du fait des conditions de vie dégradées qui en découlent, notamment des horaires décalés qui correspondent aux horaires de travail occidentaux. D'après une enquête réalisée dans une soixantaine de centres d'appels, les femmes représentent 51% des employés de ces centres (Batt, 2005). Cette nouvelle offre d'emploi pour les femmes participe grandement à la déstructuration des rapports sociaux préexistants confirmant l'impact global que le développement rapide de la ville a pu avoir sur les populations.

La création de nombreux emplois dans le secteur des technologies de l'information au-delà des centres d'appels passe également par l'apparition d'une classe d'ingénieurs informatiques, dont les salaires élevés font augmenter de façon générale le prix de la vie en ville et notamment des loyers. Les populations locales non-proprétaires qui vivaient au préalable dans la ville se retrouvent confrontées à une pénurie de logements, voire contraints à se déplacer en périphérie de la ville où les loyers sont plus accessibles. Cette différenciation en termes de pouvoir d'achat forme de nouvelles barrières symboliques qui limitent les échanges entre les groupes ainsi formés. Par exemple, les populations non qualifiées ont tendance à aller dans des petites épiceries utilisées par la population locale.

Cependant ces travailleurs se distinguent par la langue, les migrants venant de l'extérieur du Tamil Nadu ne parlant pas nécessairement tamoul. De plus ils entrent en compétition sur le marché de l'emploi avec les locaux. Les entreprises du secteur des technologies de l'information favorisent en effet ces travailleurs car ils se mobilisent moins facilement du fait de leur éloignement de leur région d'origine. Aussi, dans les entretiens réalisés auprès de la population locale à Sholinganallur des tensions apparaissent avec ces travailleurs immigrés qui participent à la sensation des locaux de ne pas être inclus dans le développement de la ville.

À l'opposé, les populations hautement qualifiées, dans l'ingénierie informatique notamment, préféreront les grands magasins, de type *mall* dans le centre Chennai. Cette accessibilité au centre est elle-même rendue possible par le développement d'infrastructures de transport mettant en avant la voiture qui n'était pas aussi dominante auparavant.

Ce changement de la domination d'une métrique pédestre à celle d'une métrique automobile est un des principaux facteurs d'influence de la ville comme opérateur, témoignant de la modification des pratiques des individus. La ville est ici considérée comme opérateur dans la mesure où l'évolution des pratiques des individus est directement liée à un changement des fonctions

économiques de la ville, décidé à une échelle extra-municipale.

Ce changement de métrique est central dans la distinction des pratiques quotidiennes de la ville. Il est d'ailleurs un des facteurs d'opposition entre le modèle d'urbanité de Johannesburg et celui d'Amsterdam. Par exemple, Sholinganallur est coupée en deux par l'OMR dont le développement et le trafic constant en journée en font une barrière physique importante coupant la ville en deux et rendant difficile les déplacements à pied. La pollution engrangée par cet axe, les nuisances sonores et le manque de trottoirs sont autant de contraintes qui ressortent dans les entretiens réalisés avec les habitants qu'ils soient locaux ou travaillant dans les industries des technologies de l'information. En conséquence l'intégration des différentes populations est limitée dans la mesure où dans leur quotidien, que ce soit au restaurant ou dans les magasins, ils ne fréquenteront pas les mêmes endroits et donc le potentiel d'interconnaissance sera limité.

De plus, la population locale n'est pas directement engagée dans le processus de production de la ville, car c'est l'État qui joue un rôle crucial dans la gestion de ces flux d'investissements directs étrangers en particulier avec la création de zones économiques spéciales qui permettent aux entreprises de bénéficier d'avantages fiscaux dans des espaces qui leur sont spécifiquement dédiés. Le secteur des industries technologiques suivant le modèle de cluster de la Silicon Valley se prête en particulier à cette forme de distribution spatiale où la proximité a un rôle central.

C'est en 2007 qu'une telle zone est mise en place à Sholinganallur et celle-ci vient renforcer encore la compétitivité de la ville et son attraction pour les grandes entreprises. Toutefois si c'est un outil efficace pour attirer les investissements, en termes de gouvernance elles sont une nouvelle limite apportée aux gouvernements locaux. En effet, les espaces inclus dans une zone économique spéciale sont soumis à une juridiction particulière qui n'est plus celle du gouvernement local.

Voté en 2005, le *Special Economic Zone (SEZ) Act*, inspiré des politiques d'aménagement menées en Chine, vise à inciter les différents États de l'Union Indienne à mettre en place des stratégies d'attraction des investissements étrangers, dans des espaces accessibles et disposant d'une bonne couverture de services et d'infrastructures. Les États se retrouvent ainsi en concurrence les uns avec les autres pour l'installation de grandes compagnies étrangères et chacun adapte à sa façon cette loi selon les configurations politiques et économiques régionales. Ces politiques ne sont pas sans causer des tensions avec la population locale notamment concernant l'accaparement des terres par les gouvernements régionaux qui se passe dans des conditions parfois très conflictuelles comme cela a pu être le cas dans l'État de Goa (Sampat, 2013). Au Tamil Nadu, malgré un nombre considérable de SEZ (33 en 2014), il y a eu

peu de confrontation ou de résistance à la politique des SEZ ni de conflit important pour l'acquisition de terre. Ceci s'explique par une dépendance assez faible de l'État par rapport au secteur primaire fortement consommateur de foncier (Vijayabaskar, 2010).

Cette politique de développement des SEZ paraît exemplaire de ce qu'est la ville comme opérateur. Ce ne sont plus dans ce cas les groupes locaux qui pérennisent leur structuration, mais bien des institutions extramunicipales qui viennent modifier de façon rapide et parfois même violente la configuration spatiale de la ville. Cette modification apparaît par exemple très globale dans le cas de Sholinganallur. La création de la SEZ amène à une privatisation partielle de l'espace public avec des rues entières qui ne sont plus rendues accessibles au public.

Comme en témoigne l'absence d'emploi agricole à Sholinganallur, selon le recensement de 2011, le développement des industries des technologies de l'information a entraîné une forte diversification des activités dans la ville. Il a également fait émerger un enjeu foncier dans la mesure où l'augmentation des prix a repoussé plus loin les terres agricoles et rendu l'accès au logement plus difficile pour les populations à bas revenus. Le rôle de Sholinganallur comme opérateur de changement des rapports de groupe est beaucoup plus fort qu'à Valavanur et vient modifier en profondeur les structures des rapports sociaux entre groupes préexistants non seulement avec l'arrivée de nouveaux habitants, mais également avec un changement de gouvernance qui ne laisse qu'un faible droit à la parole aux habitants locaux.

Les politiques d'aménagement mis en place par la ville sont en effet articulées avec des plans de développement urbain réalisés par la *Chennai Metropolitan Development Authority* (CMDA). Or, les membres dirigeants de la CMDA ne sont pas élus, mais nommés directement par le gouvernement, ce qui limite considérablement l'autonomie des élus locaux. Cette distance entre les habitants et les décisionnaires est notamment un frein à leur mobilisation politique. La performance économique de la ville semble avoir été l'objectif du gouvernement au détriment du soutien aux habitants qui se sentent délaissés.

— RAPPORTS DE POUVOIR ET URBANITÉ

La multiscalarité des rapports de pouvoir engagés dans la production de la ville est indispensable à prendre en compte pour analyser si la ville modifie les groupes humains autant que ces groupes humains la modifient. Dans cette assertion, les groupes humains peuvent être divisés entre ceux qui agissent de l'intérieur de la ville et les autres. Il y a, d'une part, les habitants qui parti-

cipent localement au processus de production de la ville. Ils la pratiquent tous les jours, en ont des représentations et des attentes en matière d'aménagement. C'est leur perception de la ville qui fait ce que l'on peut appeler la ville perçue et leurs pratiques spatiales qui font la ville vécue, pourtant ce ne sont pas les seuls acteurs de la ville décidée et conçue par les politiques d'aménagement. Ces dernières peuvent se concevoir plus ou moins localement en fonction du statut, de la taille et de la localisation des villes : de façon relativement autonome à Valavanur bien que la municipalité manque de moyen financiers, en articulation avec des plans de développement à l'échelle régionale dans le cas de Sholinganallur.

C'est là un point particulièrement important dans le cas de l'étude de la définition de l'urbanité qui caractérise une ville. L'exemple de l'Inde est de plus sur ce point significatif. La structure de la société indienne organisée en système de castes crée une ségrégation symbolique et perceptible dans l'organisation de la ville avec des quartiers différenciés témoins de ces rapports de pouvoir. Or, cette ségrégation se pose en opposition avec la coprésence qui définit l'urbanité, elle introduit des fractures dans la société qui limitent les interactions entre groupes. Pour autant cela ne signifie pas que les villes indiennes ont une urbanité systématiquement freinée par cette ségrégation entre castes comme le montre l'entrecroisement entre ségrégation de caste et ségrégation socio-économique dans de plus grandes villes comme Sholinganallur.

L'urbanité de la ville est finalement distinguée en deux grands groupes. D'une part dans le cadre de Sholinganallur le terme « d'urbanité descendante » sera utilisé pour décrire une urbanité issue d'un processus de décision dépassant le simple cadre de la ville et l'incluant dans des travaux et des décisions prises à l'échelle de la métropole avec le CMDA ou même à l'échelle nationale pour l'implantation de la SEZ. D'autre part, lorsque l'externalisation du processus de décision est limitée et que la ville est gérée de façon relativement autonome par rapport à des entités administratives supérieures on parlera « d'urbanité montante ». Ces grands types d'urbanité sont-ils particulièrement éclairants pour expliquer les formes singulières que peuvent prendre chaque ville ?

— UNE URBANITÉ DESCENDANTE VERSUS UNE URBANITÉ MONTANTE

La production de la ville met en scène des rapports de pouvoir entre des groupes qui se définissent localement et à d'autres échelles et dont les affinités d'appartenance peuvent varier selon les contextes. Par exemple, s'il est dur pour un Dalit de Valavanur de s'identifier localement à un autre groupe

communautaire que celui des *Dalits*, s'il travaille dans les industries de technologie de l'information à Sholinganallur, il pourra s'identifier plus facilement aux « IT people »¹ avec qui il partagera le même pouvoir d'achat. À Valavanur, le maire a un pouvoir important dans la définition des plans d'aménagement. L'exécutif, représentant de l'État avec qui il travaille, a peu de contrôle sur la mise en application de ces décisions. La principale intervention du district de Viluppuram à Valavanur se fait au travers Le *Land Acquisition Department* qui rachète des terrains afin de permettre l'extension de l'autoroute qui traverse la ville. La prise de décision est donc relativement autonome globalement, renforçant l'idée que la ville est bien le résultat des confrontations et compromis entre groupes locaux, l'urbanité de la ville sera donc caractérisée comme montante. Ce sont cependant les budgets municipaux qui vont contraindre l'action de la municipalité puisque la ville, comme c'est le cas de nombreuses petites villes en Inde, a des budgets très limités.

Le développement de Sholinganallur a été rapide au cours des dix dernières années, pendant lesquelles l'urbanité absolue et *a priori* de la ville a connu également une forte croissance. Toutefois, les moteurs de cette urbanité sont exogènes à la ville. Le processus de prise de décision des principaux plans de développement de la ville, comme la mise en place de la SEZ, se déroule à l'échelle de l'État, ou à celle de l'agence de développement métropolitain de Chennai, mais pas à celui de la ville. En raison de son insertion dans l'aire métropolitaine de Chennai, Sholinganallur connaît une forte croissance, mais en même temps une externalisation forte des décisions d'aménagement la concernant. Cette externalisation est complétée en 2012 avec l'absorption de la commune par la ville même de Chennai, la ville devenant alors un simple quartier de la capitale. L'urbanité est dite descendante, car l'origine de son émergence est fortement influencée par des sphères extérieures à la ville, ce qui s'oppose nettement aux observations faites à Valavanur.

L'éviction des populations les plus pauvres à cause de l'augmentation des prix n'aurait pas eu lieu de la même manière si le processus de décision était resté local. L'arrivée récente de la plupart des habitants participe aussi à un éloignement notable des populations par rapport au pouvoir politique. Parmi les principaux bénéficiaires du développement des compagnies informatiques, les ingénieurs, ne s'approprient pas la ville. Pour eux, leur espace d'appartenance ne se définit pas à l'échelle de la commune, mais à celle de l'agglomération de Chennai, à l'intérieur de laquelle ils se sentent excentrés. C'est de plus à cette échelle que la planification de Sholinganallur a été la plus conceptualisée. Ce poids croissant d'autorité extralocale sur une partie importante

1 Nom donné aux employés engagés dans les industries de technologie de l'information.

des décisions d'aménagement de la ville est une des spécificités des petites villes, en particulier celles en périphérie de métropoles. L'influence sur les habitants de la ville ainsi produite est plus forte, mais elle n'est pas simplement l'aboutissement d'un changement endogène des configurations spatiales de la ville, mais un changement décidé par le haut à d'autres échelles.

— CONCLUSION

L'urbanité montante laisse une marge théorique d'action plus grande à ses habitants, en limitant l'externalisation du processus de décision d'aménagement urbain dans des réseaux politiques ou économiques exogènes. Pour autant, le processus de transformation des structurations des groupes humains qui la composent se fait dans un temps plus long sans bouleversement. À l'opposé l'urbanité descendante se fait sans concertation directe avec les habitants. Des projets de développement importants peuvent alors bouleverser les configurations spatiales de la ville et en conséquence les pratiques spatiales et les représentations des habitants. Dans ce cas les rapports de pouvoir moteurs des changements se jouent à des échelles qui transcendent celle de la municipalité.

Cette distinction entre deux urbanités relève de l'entre-deux où se situe la ville entre « *l'ordre proche (relations des individus dans des groupes plus ou moins vastes, plus ou moins organisés et structurés, relations de ces groupes entre eux) et l'ordre lointain, celui de la société, réglé par de grandes et puissantes institutions (Église, État), par un code juridique formalisé ou non, par une « culture » et des ensembles signifiants* » (Lefebvre, 1968, p. 44). Le cas de l'implantation de la SEZ est ici le plus significatif puisqu'il répond non seulement à un choix du gouvernement du Tamil Nadu mais aussi à une vision du développement économique national qui cherche à concentrer et à attirer les investissements privés et étrangers. Si dans le cas d'une urbanité montante la ville est davantage un résultat qu'un opérateur du changement ce qu'elle tend à être dans le cas d'une urbanité descendante, la ville comme produit est une « *médiation* » (*ibid.*) entre ordres lointain et proche, où urbanité *montante* et *descendante* se côtoient et s'articulent.

— BIBLIOGRAPHIE

Batt, R., Doellgast, V., Kwon, H., Nopany, M., Nopany, P. et Costa A. (2005). The Indian Call Center Industry : National Benchmarking Report Strategy, HR Practices and Performance, CAHRS Working Paper Series, Cornell University.

Bulot, T. (2003). Matrice discursive et confinement des langues : pour un modèle de l'urbanité. *Cahiers de sociolinguistique*, 1/ 2003(8), 99-109.

Denis, É., Zerah, M.-H. et Mukhopadhyay, P. (2012). Subaltern Urbanisation in India. *Economic and Political Weekly*, 47(30), 52-62.

Deshpande, S. (2005). Castes et inégalités sociales dans l'Inde contemporaine. Un impensé des sciences sociales. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 160, 98-116.

Di Méo, G. (2014). *Introduction à la géographie sociale*. Paris : Armand Colin.

Dupont, V. (2008). L'urbanisation en Inde : révision de quelques mythes et vrais défis. *Rayonnement du CNRS*, 47, 7-14.

Gervais-Lambony, P. (2001). La citadinité, ou comment un mot peut en cacher d'autres. In E. Dorier-Apprill (dir), *Vocabulaire de la ville. Notions et références* (pp. 92-108) Paris : Temps.

Halbert, A. et Halbert, L. (2007). Du « modèle » de développement économique à une nouvelle forme de gouvernance métropolitaine ? *Métropoles* [en ligne], 2. Disponible sur : <https://metropoles.revues.org/442>

Leducq, D. (2009). La diffusion spatiale de l'informatique en Inde. *EchoGéo* [en ligne], 10. Disponible sur : <https://echogeo.revues.org/11355>

Lefebvre, H. (1968). *Le droit à la ville*. Paris : Anthropos.

Lefebvre, H. (2000). *Espace et politique*. Paris : Anthropos.

Laborit, H. (1971). *L'homme et la ville*. Paris : Flammarion.

Lévy, J. (1997). Penser la ville : un impératif sous toutes les latitudes. *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien* [en ligne], 24. Disponible sur : <https://cemoti.revues.org/1458>

Lévy, J. et Lussault, M. (dir.) (2003) (édition revue et augmentée). *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris : Belin

Louiset, O. (2011). *L'oubli des villes de l'Inde: Pour une géographie culturelle de la ville*. Paris : Armand Colin.

Mayer, A. C. (1970). *Caste and Kinship in Central India: A Village and Its Region*. Berkeley : University of California Press.

Sampat, P. (2013). "The Goan Impasse" Land Rights and Resistance to SEZs in Goa (working Paper 53). Brighton : LDPI.

Varrel, A. (2008). *"Back to Bangalore": étude géographique de la migration de retour des indiens très qualifiés à Bangalore*. Thèse de doctorat, Université de Poitiers, France.

Vijayabaskar, M. (2010). Saving Agricultural Labour from Agriculture: SEZs and Politics of Silence in Tamil Nadu. *Economic and Political Weekly*, 45(6), 36-43.